

**Le MPDD tient son P.6
congrès statutaire le
12 octobre prochain**



Enième accident dramatique sur la nationale N°1

**De l'urgence
de dédoubler
la voie P.5
Lomé-Cinkassé**



Hebdomadaire togolais indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

Downia

250 FCFA

N° 805 du 18 / 09 / 2024

Le Monde

MEMBRE: MEDIAF

P.6

Rentrée scolaire 2024-2025

Les 7 actions prioritaires du gouvernement

P.3

Fintech

**Gozem Money, une P.4
innovation des services
financiers numériques**



UEMOA

**30 ans d'intégration
pour un développement
communautaire réussi P.4**



Mme Aminata Lo Paye,
Représentante résidente
de l'UEMOA au Togo

Bénin

**Des journalistes des radios P.2
frontalières formés à Natitingou**



Les officiels

Fait divers

Scandale en Chine

Des robots humanoïdes étaient des comédiennes déguisées

Les créations humanoïdes présentées lors d'une conférence internationale à Pékin par le fabricant Ex-Robots avaient surpris par leur fluidité de mouvement. Fin août, les images de robots humanoïdes ont largement circulé sur les réseaux sociaux, alors que se tenait la conférence mondiale sur la robotique à Pékin, en Chine. Sauf qu'il s'agissait en fait de vraies femmes... déguisées en robots, rapporte Futurism ce samedi. Ces actrices jouant le rôle d'une machine auraient été engagées par l'entreprise Ex-Robots, créatrice de machines humanoïdes.

Une preuve accablante

Plusieurs personnes auraient été bernées, rapportait le 26 août dernier sur X le journaliste Byron Wan. « Beaucoup de gens pensent qu'il s'agit de robots sans se rendre compte qu'il s'agit en fait de deux être humains déguisés en robots », a-t-il notamment écrit dans une série de publications. Le cliché de l'une des femmes en train de déjeuner, qui a circulé en ligne, a définitivement mis fin à l'illusion.

Dounia Le Monde

Edité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email: dlatatine1@gmail.com
Siège: Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication: Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef: Régis TALIKPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction: Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papason
Jean Jacques Mawu

Imprimerie: Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Eperviers tennismen

Grâce à eux, le Togo accède pour la première fois au Groupe I mondial représentant le niveau supérieur de compétition dans le tennis international. C'était après leur éclatante victoire 3 sets à 0 face à la Lettonie en Coupe Davis dimanche dernier. Thomas Sétodji, Hod'adabalo Padio ou encore Komlavi Loglo ont valablement représenté le drapeau togolais. Cette victoire est d'autant plus retentissante que le Togo fait son retour à ce niveau de compétition après 20 ans d'absence. C'est donc l'occasion de rendre un hommage plus que mérité à ces dignes représentants togolais qui ont fait flotter les couleurs nationales ce week-end au stade omnisport de Lomé devant un public conquis. Avec cette victoire, le Togo aussi se hisse parmi les nations qui comptent dans ce sport très sélectif. Vivement que le travail se poursuive pour parvenir à faire clore les talents nationaux qui pourront disputer les grands schlems à l'instar d'un certain Félix Auger Aliassime.



Bien: Djene Dakonam

Un autre sportif qui porte haut les couleurs du Togo. Djene Dakonam Ortega ou capitaine exemplaire. Un joueur qui ne provoque jamais de vagues et qui poursuit tout simplement une carrière exemplaire. Capitaine des Eperviers, il a été promu cette saison capitaine de son club en Espagne. Il sera en effet capitaine de Getafe pour le compte de cette saison 2024-2025. Il a fait l'unanimité, tant au niveau des dirigeants que de ses coéquipiers en club. Djene Dakonam inspire plusieurs de ses compatriotes déjà, que ce soit sur ou en dehors du terrain. Hors des terrains, c'est un homme qui s'est investi dans la cause humanitaire avec plusieurs œuvres réalisées en faveur des populations démunies. Que les autres Togolais qui ont la possibilité et les moyens d'être aux côtés de leurs compatriotes n'hésitent surtout pas à faire comme le capitaine courage.



Mal: Sean Combs

Il est plus connu sous le nom de P. Diddy. Derrière ce visage angélique, se cache un homme violent mouillé dans plusieurs scandales. Il est visé actuellement par 9 chefs d'accusation. Autant dire que le succès est monté à la tête de cette figure du hip-hop des années 90. Pour son parcours, P. Diddy détient trois Grammy Awards, des récompenses suprêmes de l'industrie musicale aux Etats-Unis. C'est un homme d'affaire prospère qui détient le label Bad Boy Records, s'est lancé dans l'industrie de l'alcool, a amassé une fortune et cultive depuis une image bling-bling, exhibant diamants et costumes sur mesures. Pour les griefs, il lui est reproché des violences sexuelles et psychologiques ou encore viol en réunion sur une mineure de 17 ans. Il est décrit par ses victimes présumées comme un prédateur sexuel violent, qui utilisait alcool et drogues pour obtenir leur soumission. Le rappeur de 54 ans est très mal embarqué.



Bénin

Des journalistes des radios frontalières formés à Natitingou

Une cinquantaine de journalistes des radios frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo suivent un séminaire de formation sur le traitement des informations relatives à la sécurité transfrontalière depuis hier à Natitingou au nord-ouest du Bénin. Ouvert hier pour trois jours au Centre pastoral Monseigneur Nicolas Okioh de Natitingou, cet atelier régional de formation des acteurs des radios locales des espaces frontaliers confrontés à l'insécurité vise à les sensibiliser sur les questions relatives à la sécurité transfrontalière. Ceci pour améliorer la sécurité des acteurs en leur fournissant les outils et les connaissances nécessaires pour travailler, mais également renforcer les compétences en vérification des faits et en journalisme d'investigation afin de développer les capacités d'adaptation aux contextes de crise. Les professionnels des médias des trois pays frontaliers seront également outillés sur la maîtrise des outils numériques et enfin le renforcer l'éthique et la déontologie professionnelles de ces

l'insécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent. Il faut noter que le défi sécuritaire est complexe et pernicieux vu l'ampleur du phénomène dans la sous-région. Pendant les trois jours, l'expert formateur béninois, le Docteur Expédit Ologou va dérouler plusieurs communications assorties de cas pratiques notamment : comment le renforcement des capacités des acteurs de radio peut être un facteur de renforcement de résilience des populations locales ?, Éthique et déontologie dans l'exercice du métier de journaliste dans les espaces transfrontaliers, la vérification des faits et la lutte contre les Fake news et enfin l'adaptation aux contextes de crises.

Au sortir de cet atelier, les participants seront à même de produire de bonnes émissions et donner des informations de qualité, fiables et adaptées aux besoins spécifiques de leurs communautés. Il faut souligner que cet atelier est organisé avec l'appui technique et financier de la coopération Suisse.



Photo de famille

acteurs de l'information pour garantir la crédibilité et l'indépendance des médias. Ouvrant les travaux de cet atelier régional, le Préfet de l'Atakora, Mme Déré Lydie Chabi Nah s'est d'abord réjouie du choix de Natitingou pour abriter la rencontre des professionnels des médias. Mme Déré a ensuite invité les séminaristes à une participation active afin de restaurer la quiétude dans les zones où sévissent

A la fin des travaux demain jeudi, 20 caméras solaires seront remises à quelques radios. Il faut préciser que M. Kasséré Pierre Sabi, membre de la Haac Togo a représenté son président Pitalounani Télou et 8 journalistes togolais participent activement aux travaux aux côtés de leurs confrères béninois et burkinabè. De notre envoyé spécial à Natitingou

Josias Salaka

Rentrée scolaire 2024- 2025

Les 7 actions prioritaires du gouvernement

● Plus de trois millions d'apprenants renouent avec les cours

Plus de trois millions d'élèves des cours primaire et secondaire ont repris le chemin de l'école, lundi 16 septembre 2024 après un peu plus de 2 mois de vacances scolaires. Pour une formation efficace et efficiente des élèves le gouvernement a engagé 7 actions clés.

Au total 3 135 863 élèves des cours primaires et secondaires, dont 3 064 714 élèves pour l'enseignement général et 71 129 pour l'enseignement technique ont repris le chemin des classes sur l'ensemble du territoire nationale pour le compte de l'année scolaire 2024-2025. Ceci pour 43 semaines d'activités pédagogiques qui seront entrecoupées de périodes de détente et de congés. Ces congés de détente instaurés au cours de l'année scolaire précédente, seront toujours en vigueur cette année. Ainsi, la nouvelle année qui a débuté lundi dernier s'achèvera le vendredi 11 juillet 2025 au soir.

Le gouvernement a d'ores et déjà appelé tous les acteurs de l'éducation à jouer leur partition pour une meilleure formation des élèves. De son côté il met les bouchés double pour un meilleur devenir de l'école au Togo. Ainsi au cours de cette nouvelle année scolaire, 7 actions prioritaires seront menées afin de transformer de façon substantielle le secteur de l'éducation.

Écoles-projets

Évoqué ces dernières années, le premier point d'attention de l'Exécutif sera celui des écoles-projets. Concrètement, chaque établissement scolaire devra élaborer un projet qui est la résultante des apprentissages. Entre autres projets indexés par le ministère des Enseignements primaire et secondaire, le montage et l'installation de l'énergie solaire pour l'éclairage d'une salle de classe au moins, avec la mise en application des

manipulations en électricité, la fabrication de filtre à eau pour faire face au déficit d'eau potable après les activités d'EPS, la création de jardin potager, le reboisement d'espèces végétales appropriées, ou encore la programmation de cours d'informatique pour les établissements ayant été dotés d'ordinateurs.

Les projets bénéficieront d'un accompagnement, avec la mise à disposition de documentations de



La PM Victoire Tomegah-Dogbé en visite dans une salle de classe

synthèse, de matériel et de personnes ressources. "Chaque école doit assumer ses responsabilités", a insisté le ministre, Dodzi Kokoroko, à l'endroit des responsables éducatifs.

Déploiement optimal et efficient du personnel enseignant et administratif

La deuxième priorité gouvernementale sera le déploiement optimal et efficient du personnel enseignant et administratif. Dans ce sens, la numérisation des outils de gestion aboutira, dès cette

rentrée, à des alertes et à un suivi plus affiné des allocations.

Également, les pertes du temps d'apprentissage des élèves seront réduites par les mécanismes d'alerte et le personnel d'encadrement, qui sera déployé en nombre dans toutes les circonscriptions pédagogiques, et doté d'outils spécifiques.

Pérennisation de la formation initiale

La formation initiale sera pérennisée avec la poursuite du recrutement et de la formation des élèves-professeurs d'écoles (EPE). D'ailleurs, il est prévu pour décembre 2024, l'enrôlement d'une nouvelle promotion.

Évaluation

Pour améliorer l'élaboration des stratégies éducatives, un système d'évaluation sera mis en place. De façon concrète, il s'agira de doter le secteur éducatif d'outils basiques d'identification de besoins d'apprentissages, comme le fichier

besoins des élèves et des enseignants, de manière générale et spécifique.

L'ambition pour le gouvernement est de combler définitivement le gap d'effectif des enseignants (estimé à 7% actuellement et projeté à 0% après le récent concours de recrutement).

Implication des acteurs et partenaires

Pour mener à bien les différents chantiers, le gouvernement entend poursuivre et renforcer l'implication des différents acteurs et partenaires du secteur éducatif.

Dans ce sens, le ministère, les directions régionales et les inspections poursuivront les échanges avec les communes et les régions, dans la mise en œuvre des plans locaux de développement et d'aménagement du territoire. Ceci, afin de faciliter notamment par les infrastructures (pistes, routes, ponts...), le ralliement des localités, supprimant ainsi la

orientations de l'année 23-24

Enfin, la dernière des priorités gouvernementales sera de concrétiser les dix orientations édictées pour la précédente année scolaire (2023-2024).

Dans cette optique, la disponibilité des manuels (sciences humaines et citoyenneté) dans les sections du préscolaire et les classes du primaire sera effective. En outre, l'élaboration des manuels se poursuivra pour les autres niveaux.

Sur le plan de l'accompagnement et de la discipline, le nouveau rôle des surveillants généraux, formés en avril dernier et devenus des Conseillers principaux d'éducation (CPE), sera effectif. De fait, leur nouvelle mission sera d'assurer la discipline et l'autodiscipline, ainsi que l'accompagnement de l'élève dans la réussite de son projet scolaire personnel. Ce qui devrait, selon les prévisions, contribuer à réduire l'échec scolaire, les violences de toutes sortes et la déperdition.

"Les actions entamées pour une école moderne se poursuivront. Nous sommes confiants que la mise en œuvre de ces différents axes permettra à notre système éducatif de poursuivre sa modernisation, et de répondre, tant aux attentes de nos populations qu'aux exigences de développement dans un environnement durable dans lequel la cohésion nationale, les valeurs citoyennes,

la culture scientifique et les NTIC sont primordiales", a assuré Dodzi Kokoroko.

Si toutes ses actions prioritaires sont implémentées, cela constituera un tournant majeur dans le système éducatif togolais qui a été marqué par la baisse des résultats pour le compte de l'année écoulée. Aux grands maux les grands remèdes, ces actions clés sont à ne point douter, une solution pour que l'école togolaise retrouve son lustre d'antan.

Joachim Loko avec republiquetogolaise.com

Concrétisation des 10

Fintech

Gozem Money, une innovation des services financiers numériques

La société Gozem innove. En partenariat avec NSIA Banque, elle a lancé le 11 septembre dernier à Lomé, Gozem Money, sa nouvelle application Mobile Money dont la venue sur le marché va révolutionner le paysage de la Fintech avec son interopérabilité, une solution concrète au quotidien des Togolais.

Après avoir fait ses preuves dans le secteur de la mobilité urbaine (transport) et de livraison, Gozem vient de franchir un nouveau palier. Elle a mis sur le marché Gozem Money, une application qui sera opérationnelle le dernier

croissance des services financiers numériques en garantissant l'interopérabilité avec les plateformes existantes.

Un service financier accessible à tous

Concrètement avec Gozem Money, tout

transactions financières (dépôts, retraits) et des paiements aussi bien au Togo que dans la zone UEMOA. Cette nouvelle plateforme introduit des innovations majeures dans l'utilisation de la monnaie digitale, notamment la possibilité de géolocaliser

salué M. Jean-Martial Moulard, Chief Operating Officer (COO) et Directeur du Groupe Gozem. « Le lancement de Gozem Money est une évolution naturelle de l'application Gozem qui se veut être une Super application qui facilite la vie de ses utilisateurs » a-t-il dit. La super application après le Togo, sera très rapidement étendue aux pays dans lesquels opère le Groupe Gozem. « Disponible dans un premier temps au Togo, Gozem Money permettra à nos clients et partenaires d'effectuer des transactions financières depuis leur

NSIA Banque qui a apporté son expertise à Gozem pour que son nouveau produit, Gozem Money soit homologué par le régulateur du système financiers de la sous-région, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). « En assurant l'émission de la monnaie électronique Gozem Money, la NSIA BANQUE vise à offrir à la clientèle un produit facilement accessible et sécurisé pour les transactions. En plus de répondre aux normes internationales en la matière, ce produit permet



Les responsables de GOZEM et de NSIA Banque

trimestre de l'année en cours. Pour Gozem, cette application constitue une révolution dans le monde de la fintech. Mieux, la start-up africaine ambitionne d'étoffer son offre et de consolider son écosystème avec des produits Fintech innovants. L'objectif de Gozem Money est de faciliter les échanges monétaires et de digitaliser les paiements avec des tarifs beaucoup plus accessibles, ceci permettra de favoriser l'adoption et la

utilisateur pourra recharger, retirer et transférer son argent avec des clients, agents, marchands du réseau Gozem Money. Aussi aura-t-il la possibilité de recharger, de retirer et de transférer avec des comptes Tmoney, Flooz, des comptes bancaires et par carte bancaire.

« Il s'agit d'un portefeuille électronique permettant d'effectuer différents types de

un agent pour répondre à vos besoins, ou de recevoir de l'argent électronique ou du cash directement chez vous via un agent mobile. De plus, nos clients pourront réaliser des transactions avec toutes les plateformes et services financiers disponibles sur le marché », a expliqué Jean Sylvestre Nango, Directeur de Gozem Money Togo.

Une évolution de l'application Gozem au service de sa clientèle, a

application en toute célérité entre eux mais aussi avec des acteurs externes. Le service sera rapidement étendu aux autres pays du Groupe où nous sommes très impatients de faire profiter de ses fonctionnalités innovantes à nos milliers d'utilisateurs » a laissé entendre le COO de Gozem.

Cette entrée fulgurante dans le domaine des transactions financières électroniques n'a été possible que grâce à la

aux utilisateurs de garder le contrôle de leur finance » a indiqué Mme Odile Affoyon, Directrice de la NSIA Banque Togo.

Présente sur le marché africain, Gozem opère au Togo, au Bénin, au Gabon et au Cameroun avec plus de 1 million de téléchargements, plus de 20 millions de courses effectuées dans 16 villes, depuis son lancement en novembre 2018.

Joachim Loko

UEMOA

30 ans d'intégration pour un développement communautaire réussi

L'Union Economique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) célèbre cette année ses trente (30) ans d'existence. En prélude aux festivités, Madame Aminata Cira Lo Paye, la Représentante résidente de l'institution au Togo était hier à Lomé devant la presse nationale pour parler des grandes réalisations de l'Union dans notre pays durant les 30 ans et dresser les perspectives de cette institution au service de l'intégration économique de huit pays d'Afrique de l'Ouest.

10 janvier 1994-10 janvier 2024, il y a 30 ans, l'UEMOA a été portée sur les fonts baptismaux avec pour objectif d'œuvrer au renforcement de la compétitivité des activités économiques de ses Etats

dans le cadre d'un marché ouvert, et de contribuer au bien-être de ses populations dans un environnement juridique rationalisé et harmonisé.

A sa création en 1994, ils étaient sept (7) Etats

notamment, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo auxquels s'est ajouté 3 ans plus tard le Guinée-Bissau le 2 mai 1997 en vue d'œuvrer pour un destin commun et une



Au milieu, Mme Aminata Lo Paye, Représentante résidente de l'UEMOA au Togo

intégration permettant d'éliminer toutes les barrières à l'atteinte des objectifs visés par l'Union.

30 ans après la signature du traité instituant

Suite à la page 5

Concertation État-secteur privé

Le comité technique fait le point sur les avancées

Le comité technique du Cadre de concertation État-secteur privé (CCESP) a tenu, jeudi 12 septembre, sa première réunion de l'année. La rencontre, présidée par le ministre des finances, Georges Barcola, a permis de faire un bilan des actions entreprises et d'envisager les perspectives afin de renforcer la collaboration entre l'État et le secteur privé.

Parmi les avancées notables depuis la dernière session, figure l'amélioration du dialogue entre les acteurs publics et privés,

notamment dans le domaine fiscal. « Une des avancées importantes enregistrées ces derniers mois concerne l'opérationnalisation des organes de recours en matière fiscale », a indiqué le ministre, précisant que les discussions se poursuivent sur les points restés en instance.

En outre, un cadre structuré de lutte contre les importations frauduleuses sera mis en place, dans le but de protéger le marché national et de garantir des conditions de concurrence



Table d'honneur

équitable pour les entreprises locales. L'occasion également pour le ministre de rassurer le secteur privé quant à la résilience économique du pays, malgré un environnement global marqué par des chocs exogènes et des défis sécuritaires. « Avec une

prévision de croissance de 6,6 % pour 2024, le pays affiche des perspectives encourageantes, soutenues par une maîtrise de l'inflation, qui devrait passer de 5,3 % en 2023 à 2,7 % en 2024 » a-t-il indiqué. Créé en 2017, le Cadre de concertation État-secteur privé vise à favoriser des

réflexions sur des sujets d'intérêt. L'objectif pour les pouvoirs publics est de se montrer plus attentifs aux préoccupations du secteur privé. Une enquête est d'ailleurs en cours pour évaluer la satisfaction du secteur privé dans ses relations avec l'administration publique.

Enième accident dramatique sur la nationale N°1

De l'urgence de dédoubler la voie Lomé-Cinkassé

Les accidents de la route, chaque pays en connaît et les efforts sont faits par les uns et les autres pour en minimiser. Si parfois cela provient de l'imprudence de certains conducteurs, sont souvent en cause l'état des voies de circulation. C'est le cas de la nationale N°1 au Togo, une voie très sollicitée mais qui ne garantit pas une sécurité maximale aux usagers. Raison, elle est dégradée par endroit, rétrécissant le passage. Parfois, ce sont d'autres engins qui tombent en panne, encombrant une bonne partie de la route. Et c'est un cas similaire qui a fauché six (6) vies dans la nuit de dimanche à lundi un peu avant Atakpamé en allant au nord.

Des familles endeuillées par la nationale N°1 ce 15 septembre. Impliqué dans cet accident mortel, un bus de la compagnie Solim et un camion semi-remorque en panne et garé sur la route. On déplore malheureusement six (06)

morts et plusieurs blessés. L'accident s'est produit aux alentours de 23h à hauteur du village d'Adanka alors que le bus faisait route vers Lomé en provenance de Kara. Sur les 6 décès, 4 dont le chauffeur y ont laissé la vie sur place alors que deux autres succomberont des



suites de leurs blessures au CHP d'Atakpamé.

Le dédoublement de la nationale N°1, une urgence absolue

En terme économique, la nationale N°1 joue un rôle de premier plan. Mais la priorité tarde à lui être accordée. Et en attendant, elle continue d'enlever les vies du fait de

sa sollicitation constante. Une seule solution pour stopper cette hécatombe, son dédoublement. Il a été annoncé depuis un temps, mais la matérialisation tarde à être concrétisée. Le ministère en charge des Travaux doit ériger en priorité absolue la suite du chantier arrêté à hauteur de Davier, notamment au

niveau du poste de péage. Le dédoublement de la voie Lomé-Cinkassé aura des incidences majeures sur plusieurs plans. Il permettra d'abord de sauver des vies, ce qui est une urgence absolue. Le drame de dimanche a encore fait des orphelins qui seront malheureusement livrés à eux-mêmes, si aucune bonne volonté de se manifeste dans la famille pour s'en occuper. Ensuite, le dédoublement va fluidifier et éviter le blocage systématique de la voie en cas d'accident d'un gros porteur comme c'est souvent le cas ou de rupture d'un ponceau. Enfin, une nationale N°1 en double et bien faite ne peut qu'attirer d'autres investisseurs qui trouveront ainsi les bonnes conditions d'écouler leur produits.

Archange

UEMOA

30 ans d'intégration pour le développement communautaire

Suite de la page 4

l'UEMOA, l'institution est à l'heure du bilan de ses réalisations pour cette intégration capitale à l'essor économique des 8 Etats membres et se projeter sur l'avenir en menant des réflexions sur les perspectives à l'aune des chocs exogènes qui ont secoué économiquement les Etats ces dernières années. C'est à juste titre que ce jubilé de perle est placé sous le thème : « l'UEMOA, une expérience d'intégration résiliente face aux chocs exogènes ».

76% de taux de réalisation de projet de l'UEMOA au Togo

Face à la presse, Mme Aminata Lo Paye, la représentante de l'UEMOA au Togo a reconnu qu'en 30 ans, l'Union a fait de grandes réalisations économiques touchant de nombreux domaines au Togo en vue de l'intégration économique et du développement de notre pays. Ainsi, à la dernière revue, 131 réformes ont été initiées au Togo avec 48 projets et programmes réalisés par l'UEMOA soit 76% de taux de réalisation

pour plus de 126 milliards de FCFA. « L'UEMOA a initié un certain nombre de programmes et de projets pour contribuer efficacement au développement économique de notre espace et pour booster le commerce intracommunautaire à travers la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux dans notre espace. En termes de chiffres, l'UEMOA a œuvré pour le rapprochement et au renforcement des économies de Etats membres pour faire face à leur destin commun. Ainsi, 131 réformes concernant les différents

secteurs ont été mises en œuvre et réalisées dans les différents Etats. Le Togo est à 76% de chiffres satisfaisant de mise à œuvre de réformes. Au total nous avons 48 projets et programmes qui ont été réalisés par l'UEMOA » a laissé entendre Mme la Représentante de l'UEMOA au Togo.

Ces réalisations de l'UEMOA au Togo ont impacté positivement les domaines des infrastructures afin faciliter la libre circulation, le domaine agricole, de l'énergie, de l'industrie, bref pratiquement tous les domaines ont connu des réalisations de l'UEMOA.

En termes de perspectives, les réflexions

qui sont en cours ne sont autres que les grands défis qui concernent les Etats membres notamment, l'emploi des jeunes qui figure parmi les priorités, mais également la mise en place d'un fonds de stabilisation qui va permettre aux économies des Etats membres d'être plus résilientes face aux crises exogènes.

Au Togo, une conférence s'ouvre aujourd'hui. Les différents acteurs et partenaires de l'UEMOA vont échanger sur les acquis et les réalisations de la Commission afin d'alimenter la « Stratégie 2040 » dont une place importante sera consacrée aux questions liées aux jeunes.

Joachim Loko

Le MPDD tient son congrès statutaire le 12 octobre prochain

Le Mouvement Patriotique pour la Démocratie et le Développement (MPDD) sera en congrès statutaire le samedi 12 octobre 2024 Lomé, c'est ce qu'indique un communiqué du parti daté du 16 septembre 2024 qui est parvenu à notre rédaction.

Le congrès statutaire aura pour thème : « Ensemble, continuons et innovons » et

va rassembler toutes les fédérations du parti pour restructurer le parti et définir les nouvelles orientations après le décès de son président fondateur feu Gabriel Agbéyomé Kodjo. Ce congrès « sera une occasion importante pour le MPDD de renouveler ses organes dirigeants et de définir les orientations futures de notre mouvement » lit-on dans le communiqué signé par Jonas Komlan A.

Siliadin, le président par intérim du MPDD. Il s'agit selon le communiqué « d'un moment clé pour notre parti, qui réaffirmera son engagement envers la justice sociale, le développement inclusif et la démocratie au Togo ». Le communiqué détaille les activités qui seront inscrites au menu de ce congrès statutaire. Il s'agit des sessions plénières, des discussions thématiques,



Jonas Siliadin, Pdt par intérim du MPDD

des ateliers de travail. Le point d'orgue de cette activité majeure quelques

mois après le décès de son fondateur sera sans doute l'élection des nouveaux organes dirigeants du MPDD qui tournera définitivement la page de Agbéyomé Kodjo décédé le 3 mars 2024 à Téma au Ghana et inhumé le 6 juillet 2024 dans son village natal à Tokpli.

Fondé le 2 août 2008 par feu Agbéyomé Kodjo sous le nom de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (Obuts), ce parti se mue en MPDD le 20 octobre 2018 au cours d'une convention nationale tenue à Lomé.

Tinos

« Touche Pas A Ma Constitution »

La coalition déjà dans une zone de turbulence

L'histoire des coalitions se font et défont à loisir au Togo. Dernier cas en date, le front « Touche Pas A Ma Constitution ». Une coalition de partis politiques et de la société civile mise en place pour lutter contre le passage à la Vème République. A un peu plus de 3 mois d'existence, certaines formations membres se voient déjà pousser vers la sortie. C'est le cas de l'ADDI du Prof. Aimé Gogué, Santé du Peuple du Dr Georges Kouessan et UDS-Togo d'Antoine Folly. Des tensions mélangées qui n'augurent pas des lendemains meilleurs pour cette nouvelle coalition contre le pouvoir en place.

Le front « Touche Pas A Ma Constitution » va-t-il connaître le même sort que le FRAC en 2010, le CST en 2013, le CAP 2015 ou encore la Coalition des 14 partis de l'opposition ? A peine lancé, le front est déjà secoué par des problèmes d'indiscipline, entraînant l'exclusion de trois formations membres. Sont désormais indésirables au sein du front, l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (Addi)

du professeur Aimé Gogué, Santé du peuple du Dr Georges William Kouessan et l'Union des démocrates solidaires (Uds-Togo) d'Antoine Folly.

Les griefs retenus contre les trois exclus

Il est reproché à l'Addi une proximité avec le gouvernement dans la mise en place de la « cinquième République ». Le parti du Prof Aimé Gogué est naccusé d'avoir effectué un voyage en



Les responsables du Front

Inde aux côté du parti au pouvoir, ce qui amène les autres membres à s'interroger sur la cohérence de la formation avec le combat du front.

Le parti Santé du peuple autre serait une championne en absentéisme, n'apportant pas de plus-value à la lutte et donc ne mérite pas sa place au sein du collectif. Pour la dernière formation exclue, notamment l'Union des démocrates solidaires (Uds-Togo) d'Antoine Folly, il a été constaté un désalignement par rapport aux orientations communes du mouvement et des prises de position

publiques en contradiction avec les objectifs du front, notamment de son président.

Pour le front, ces membres n'ont jamais pu s'imprégner ou s'aligner sur ses orientations et ne répondent plus à ses exigences. D'autres adoptent publiquement des positionnements politiques qui sont aux antipodes de ses orientations et des objectifs communs ou encore prennent part avec le gouvernement à des voyages destinés à la mise en œuvre la cinquième République.

De la survie de la

coalition

Le front « Touche Pas A Ma Constitution » crée le 26 mars 2024 s'est-il sabordé en s'amputant de ses principales figures ? La question du poids de cette coalition composée désormais de partis avec une représentativité anonyme à l'échelle nationale interroge forcément sur sa survie. La seule figure connue de ce mouvement n'est autre que Nathanaël Olympio qui jusqu'à présent peine à s'imposer dans le paysage politique togolais. L'Addi pour ne citer que cette formation politique a des représentants non seulement à l'Assemblée nationale, mais aussi au sein des conseils municipaux et régionaux, une formation donc susceptible de porter les combats du front à un niveau plus élevé. En décidant de s'en séparer, le front « Touche Pas A Ma Constitution » se donne toutes les chances de se limiter aux déclarations sans espoir de se faire entendre dans les instances qui comptent.

Archange T. Faré

Rupture Cédéao-AES

Vers un nouveau passeport biométrique des pays de AES

L'Alliance des Etats du Sahel (AES) a fait un pas de plus de son retrait définitif de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dimanche au cours d'une allocution télévisée marquant le premier anniversaire de cette alliance entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, le chef de la junte malienne, le Colonel Assimi Goïta a annoncé l'introduction dans les jours à venir d'un nouveau passeport biométrique à l'effigie de l'AES, une rupture totale avec la Cédéao.

Ainsi, Ces Etats dirigés par des juntes cherchent à consolider leur alliance après s'être séparés du bloc régional de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Les trois voisins du Sahel, désormais dirigés par des

juntes militaires, avaient conjointement annoncé en janvier leur départ de la Cédéao, qui regroupe 15 pays membres et tente de les persuader de revenir sur cette décision.

Le Burkina Faso avait déjà annoncé plus tôt ce mois-ci le lancement de nouveaux



Les dirigeants de l'AES

passeports sans le logo de l'organisation ouest-africaine.

Dimanche soir, Assimi Goïta a précisé que « dans les jours à venir, un nouveau passeport biométrique de l'Alliance des États du Sahel (AES) sera mis en circulation dans le but d'harmoniser les documents de voyage dans notre espace commun et de faciliter la mobilité de nos citoyens à travers le monde ». Cette déclaration a été faite à la veille d'une réunion entre les ministres des Affaires

étrangères des trois pays, célébrant l'anniversaire de la décision de former leur propre alliance.

Outre l'introduction des nouveaux passeports, Assimi Goïta a également annoncé leur intention de lancer une chaîne d'information commune « afin de promouvoir une diffusion harmonieuse de l'information dans nos trois États ».

La Cédéao a mis en garde contre le fait que le retrait des trois pays pourrait compromettre la liberté de circu-

lation et le marché commun des 400 millions de personnes vivant au sein de ce bloc régional, créé il y a 49 ans.

Le départ de ces trois pays de la Cédéao intervient alors que leurs armées respectives combattent des groupes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Ces insurrections ont déstabilisé la région au cours de la dernière décennie et menacent de s'étendre aux États côtiers de l'Afrique de l'Ouest.

Cette nouvelle alliance sahélienne marque une réorientation stratégique de ces pays, cherchant à renforcer leur coopération et à s'adapter aux défis sécuritaires croissants auxquels ils sont confrontés.

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont noué de nouvelles alliances avec la Russie, l'Iran et la Turquie.

Rentrée agricole au Sud-Togo

Ce n'est pas seulement les élèves qui effectuent leur rentrée des classes ce lundi, les petits producteurs du sud-Togo gratifiés par quelques pluies salvatrices ces derniers jours, se lancent dans la petite saison agricole.

De Vogon à Anfoin en passant par d'autres localités environnantes, la mobilisation des agriculteurs est observée à travers la mise en terre des graminées de maïs dès les premières heures de la journée.

"Un des secrets de la petite saison agricole est qu'il faut être rapide dans le mental et en actions, sinon l'on est désagréablement surpris. Par rapport à la grande saison agricole, on n'a pas un grand temps de pluie. Et donc, dès que l'essentiel tombe, il faut se mettre au travail. Alors, c'est la ren-

trée chez nous aussi", lance Amèvi, un des producteurs à Vogon-Mamissi (préfecture de Vo) à la référence africaine.

"Nous devrions faire les semis dès fin août mais la pluie a manqué. Comprenez alors que nous n'avons plus de temps avec cette pluie que nous attendions depuis des semaines. Cette pluie, c'est la relance des activités sans traîner", ajoute-t-il.

Il souligne que si tout va bien, les tiges commenceront à monter dans une semaine et le premier sarclage pourrait avoir lieu

dans la vingtaine de jours après le semis.

Par rapport à la grande saison des pluies, il dévoile la petite saison a imposé une certaine stratégie de sarclage que seuls les habitués connaissent afin de maintenir les tiges dans l'humidité, étant donné que les pluies ne sont pas nombreuses.

L'une de ces techniques consiste à faire des sillons autour de la tige de maïs. Sur le terrain et face à chaque réalité, les producteurs font recours à leurs connaissances endogènes. Pour cette petite saison, la récolte attendue au mois de décembre.

Outre le maïs, l'arachide et le manioc sont les autres cultures secondaires adaptées pour la petite saison. Certains producteurs préfèrent plus le manioc.



"Nous allons planter le manioc en très grande quantité. Même si cette saison des pluies est dite petite, c'est elle qui nous fait rentabiliser le plus. Elle ne dure pas, mais on n'a plus

de productivité. Et souvent, c'est avec les recettes issues de la récolte de la petite saison que nous finançons la grande", partagent les petits producteurs à agridigitale.tg.

Vogon et Anfoin

Prix du maïs

A Mamissi (préfecture de Vo) et Anfoin (préfecture des Lacs), le prix du bol de maïs est passé ces trois dernières semaines de 275 F.CFA à 300 F.CFA.

Sur les principaux marchés des deux localités du sud-Togo, les mêmes prix sont



pratiqués parce qu'elles sont géographiquement proches l'une de l'autre (environ 2km), même si elles

ne sont pas toutes de la même préfecture. Le bol utilisé sur ces deux marchés est "Kpogban-vi".

Sur les marchés des deux localités, le prix du bol de gari tourne autour de 500 et 600 F.CFA.

Par contre à Vogon-ville (préfecture de Vo) notamment sur le marché de Gbéké (situé à 7 km d'Anfoin), le prix du bol de maïs est compris entre 450 et 500 F.CFA. Et dans les quartiers périphériques, le prix tourne autour de 550 F.CFA.

A préciser que sur le marché Gbéké, le bol de maïs utilisé est appelé "kougou-ban" (le triple fait 1 bol de maïs à Lomé). Le nouveau maïs (kpokplokou) dominant actuellement les marchés tend progressivement à devenir ancien maïs. Et si cette petite saison des pluies n'est pas clémente, les prix risquent de flamber, car il faudrait attendre jusqu'à la grande saison pour avoir le maïs.



HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi : 07h30 à 17h30

Samedi : 08h00 à 16h00

T'okalé, les parcs de voitures d'occasion s'ouvrent à quelle heure ?

De lundi à vendredi : 07h30 à 17h30 et les samedis : 07h30 à 16h00



Office Togolais des Recettes - OTR



FÉDÉRER POUR BATIW
www.otr.tg

Masterclass



Session 1:
TECHNIQUES, INVESTISSEMENT ET RENTABILITÉ DES CULTURES MARAÎCHÈRES: PIMENT - CHOUX - PASTÈQUES

Panelistes



GUIRE Wendkouni Jean-Baptiste



Zambo Jeff Aldryn



Kouakou Obed-Samuel



Sallifou Ouedraogo

20 Septembre 2024 Sur 

10H00 GMT



+228 98 24 30 43 / 92 96 88 03

agridigitale@gmail.com





-30%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge



Office Togolais des Recettes - OTR

8201

+228 22 53 14 00
+228 90 99 41 01

RECEZ POUR SAVOIR
www.otr.tg